

28 MAI 2008 : 16h15 – 17h15

Rencontre du DSF avec les organisations syndicales : SNUL, SNADGI, SGI-FO

PLATE-FORME REVENDICATIVE SYNDICALE

Expression par les trois organisations représentées localement de revendications très prioritairement d'ordre national mais également d'ordre local compte tenu du particularisme toulousain, lié à une double évolution, démographique (4^{ème} ville de France) et de complexité fiscale (pôle de compétitivité, fiscalité internationale) qui suscite de nombreuses interrogations relatives aux restructurations (CDI/CDIF, SIP, réseau des Trésoreries), au mouvement B DGI, aux qualifications, à l'emploi et à la reconnaissance des spécificités de la quatrième ville de France.

- Revendications nationales relatives (en résumé)

- à la RGPP
- au projet de loi sur la mobilité
- aux conditions de mise en oeuvre de la création de la DGFIP
- à la revalorisation du point d'indice, augmentation des salaires, arrêt de suppressions d'emploi et revalorisation substantielle de l'indemnité kilométrique (portée par le SNADGI)
- aux retraites (contre l'alignement du public et du privé sur les 41 annuités ...)
- à la mise en place d'un plan massif de qualification

- Revendications au plan local :

- Attribution de l'indemnité de résidence sur le taux de 3% qui constitue une revendication très forte et très ancienne, relayée également récemment par plusieurs élus locaux (cf. fichiers joints)
- Attribution de la NBI (portée par le SNADGI et relayée par les autres syndicats au nom des agents)
- Mise en place effective du plan logement finances en Haute-Garonne avec définition d'une politique sociale ambitieuse envers les agents (tarification restauration collective) et plus particulièrement pour les jeunes (places en crèches)
- Prise en compte de l'augmentation des charges de la Haute-Garonne tant en quantité qu'en complexité lié à l'accroissement régulier de la démographie et la présence et installation d'entreprises de niveau international par :
 - à très court terme : un réexamen complet du mouvement B
 - à court terme : l'adoption d'un plan pluriannuel de recrutement, d'un plan de qualification très important et remplacement des congés de longue maladie, maternité compte tenu du contexte de sous emploi actuel
- Relecture des restructurations dans le nouveau contexte de la DGFIP (possibilité d'adopter la formule C pour CDI/CDIF, lisibilité sur la mise en place des SIP, meilleure prise en compte des contraintes immobilières, conditions de travail) avec plus de clarté et de visibilité sur l'avenir des agents
- Bilan contradictoire des réformes de structures avec un véritable dialogue paritaire associant les OS et les agent(e)s pour la mise en oeuvre effective des réformes
- Evocation précise du dossier de St-Gaudens dans le cadre général du respect de la charte des services publics en milieu rural, de la question immobilière (construction d'un nouvel immeuble pour le HDF), prise en compte de la décision du Conseil Général de créer une antenne à St-Gaudens, mise en place d'un pôle public
- Maintien du réseau de proximité de Trésoreries en milieu rural exprimé en qualité de relais des agents du Trésor mais aussi d'élus mobilisés notamment dans le Comminges (toutes organisations) et création de maisons des finances (porté par le SNADGI).